

« La fin justifie les moyens ». Pour un pays hotspot de biodiversité, ayant une politique d'émergence qui considère le secteur environnemental comme un de ses socles en parallèle avec la décentralisation, seulement 1,16% du budget de l'Etat est consacré au ministère en charge de l'environnement. Quelques points viennent à l'esprit quand il s'agit d'accorder la fin et les moyens.

Efficacité et crédibilité :

La politique générale de l'Etat, à travers l'IEM met le MEDD dans une position importante pour la réalisation des ambitions élevées de cette politique. L'émergence environnementale et développement durable figure comme l'un des quatre Socles de l'Emergence et 23 actions sont spécialement dédiées à l'environnement. Est-il sage, voire sérieux ou logique, de ne consacrer que 1,16% du budget de l'Etat (113 918 millions d'Ariary) à un secteur auquel l'Etat lui-même a dédié une immense importance ? En comparaison, le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche lui bénéficie de 624 879 millions d'Ariary ; celui de l'Economie et des Finances de 3 610 314 millions d'Ariary. Réaliser des reboisements au niveau national pour le MEDD signifie mobiliser toute son équipe décentralisée, y compris les DREDD, les Cantonnements et les Secteurs. Le budget alloué aux DREDD couvre uniquement le salaire du personnel et les charges de la JIRAMA. Or pour une campagne de reboisement, la liste des besoins est longue : les graines et leurs frais de collecte, de stockage et de traitement, les gaines de pépinières, les intrants, le terrain pour la pépinière, l'outillage, les charges pour la mise en place et l'entretien des pépinières, le transport, la campagne de sensibilisation et de mobilisation communautaire... et surtout les descentes d'accompagnement et de suivi sur le terrain. Sur ce dernier point, les interprétations peuvent aller bon train. Certes, tous les acteurs impliqués doivent faire preuve d'engagement et être responsabilisés. D'ailleurs, l'Etat, et surtout le MEDD a su brillamment sensibilisé la nation entière et a eu un grand succès dans la mobilisation communautaire. Cependant, mettre une telle charge sur les autres acteurs – prenons comme exemple une petite association de jeunes bénévoles ou bien une école primaire publique ou un fokontany rural avec peu de moyens financiers – peut être décourageant, ce qui au final serait néfaste à l'atteinte de l'ambition. Mais d'un autre point de vue, cela véhicule une image négative du ministère et de ses agents qui « réclament un surplus de moyens pour des activités qui sont leur attributions normales » (selon les propos recueillis auprès de quelques personnes durant la campagne de reboisement). A rappeler également que la Politique Forestière, dans sa stratégie de mise en œuvre vise au « rétablissement de conditions de travail et de rémunération susceptible d'assurer au niveau des agents la motivation requise pour l'accomplissement de leurs tâches. Parallèlement, l'Administration forestière sera attentive au respect par ses agents de l'éthique propre à la profession ». La LFI 2021 voit le budget du MEDD à la baisse, en passant de 113 918 millions d'Ariary à 86 913 millions d'Ariary seulement. Or, la situation environnementale est de plus en plus critique. A titre d'exemple, selon le WWF Madagascar, « En 2020, selon les chiffres partagés par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, 67 351 points de feux ont été localisés dans les zones forestières de Madagascar. C'est un record absolu comparé aux chiffres de 2017, 2018 et 2019, avec une augmentation d'environ 11% entre 2019 et 2020. Sur l'ensemble du territoire, (y compris dans les zones non forestières), le ministère a détecté 386 379 points de feux » (13 janvier 2021, <https://bit.ly/3vVklcF>). Selon l'évaluation mondiale des ressources forestières 2020 la déforestation a sensiblement été ralentie mais la surface des forêts naturelles de Madagascar connaît une tendance à la baisse en passant de 13 462 000 ha, puis 12 759 000 ha, ensuite 12 147 000 ha et enfin 12 118 ha respectivement en 1990, 2000, 2010 et 2020 (Global Forest Resources Assessment, FAO, 2020). Donc une perte nette annuelle de 2 900 ha soit 0,02% entre 2010 et 2020, ce qui signifie 290 000 ha les derniers 10 ans. La combinaison d'un budget à la baisse, dans une situation de plus en plus critique avec des engagements et des objectifs très ambitieux est ainsi illogique.

Transparence et éthique

L'innovation numérique et bonne gouvernance par l'efficacité et l'efficience de l'Etat au service de l'intérêt général et du territoire est un des trois axes d'épaulement pour l'Emergence. D'ailleurs, l'action 151 de l'IEM concerne la réforme sur la décentralisation de l'administration et transfert effectif des pouvoirs et des ressources. Outre les attributions administratives et techniques, le rôle du MEDD et de ses agents pour la mise en application des lois, le suivi/surveillance et la répression est le plus familier au public. Nous réitérons ici l'importance de responsabiliser et d'assurer l'engagement des autres acteurs pertinents. Cependant, les questions d'éthique et de transparence se posent dans les cas où les demandeurs sont chargés des frais de déplacement des agents pour quelque activité de suivi ou d'évaluation de la conformité des activités du demandeurs faces aux charges environnementales ou bien la constatation d'effraction. A titre d'exemple pour le triste cas de l'Aire Protégée Menabe Antimena – comme la Loi des Finances ne prévoit pas un budget de carburant pour les directions régionales du MEDD – en supposant que la DREDD Menabe dispose du patrimoine roulant nécessaire, il recourt à la subvention des PTF qui ne sont souvent autres que les gestionnaires délégués des forêts domaniales/aires protégées. Ainsi, les activités de contrôle, les saisies, de contrôles inopinés, de suivi et de descentes dans sont par extension tributaires des personnes redevables envers l'Etat sur leurs activités. Pourrait-on dire alors que l'administration forestière/environnementale décentralisée est si peu lotie par La Centrale qu'elle doit passer outre l'éthique pour pouvoir faire le minimum de son travail, et ceci rien qu'à cause d'une histoire de carburant ? Mais nous savons que le problème va bien au-delà du simple manque de carburant, il en va de l'affectation des ressources pour assurer que les engagements pris soient sérieusement poursuivis.

En temps de crise, une plante sait faire le tri de ses propres organes et affecter ses ressources vers les organes vitaux qui vont surement garantir sa survie une fois la crise passée. Nous avons beaucoup à apprendre de la nature, si seulement nous daignons vraiment l'écouter et s'en inspirer pour sincèrement agir en faveur de notre environnement, notre maison commune. Dans le cas présent, la fin justifie en effet les moyens. Si les moyens nécessaires ne sont pas fournis à la base pour les STD du MEDD – alors que La Centrale et l'opinion publique réclament des résultats – ils trouveront des moyens car ils doivent faire leur travail... mais à quel prix ? Au prix de l'enthousiasme et de la collaboration des autres acteurs ? Au prix d'être mal vu comme des incompetents ou des avarés ? Ou bien au sacrifice de l'éthique, de pieuses petites exactions qui tendent à normaliser la corruption ? Ceci a commencé par une question d'allocation de budget, mais elle touche à une remise en question des valeurs morales et de la compétence des agents de l'Etat. Mais pire encore, avec seulement 1,16% du budget de l'Etat alloué à l'environnement, force est de constater l'urgence environnementale dans laquelle nous sommes encore actuellement. Une urgence qui va de pair avec l'urgence socioéconomique car notre peuple est encore fortement tributaire des ressources naturelles...qu'en sera-t-il alors si l'on voit ce budget à la baisse. En préparant et en votant la prochaine Lois des Finances, chers administrateurs, chers Députés, pensez à vos enfants, et leurs petits-enfants...ou plutôt pensez à ceux des autres qui ont mis leur confiance en vous pour le bien de cette Nation et qui vous ont remis leurs pleins pouvoirs de décision, vous leurs êtes redevables, soyez-en digne. Pensez également aux agents de ces STD du MEDD qui n'attendent seulement qu'une sage décision, qu'un vote, qu'une signature de vous pour pouvoir être en pleine possession des moyens, d'avoir des conditions favorables à réaliser de bon cœur et avec droiture leur rôle. Vous rendez-vous compte de combien d'espèces menacées vous sauvez, de combien d'hectares de forêts vous préservez, de combien de bénéfiques et de bien-être garantissez-vous aux populations locales à chaque zéro que vous ajouterez à ce budget du MEDD et surtout de ses STD ?

Sanda A. Rakotomalala (Présidente de Malagasy Youth Biodiversity Network)